



GAZETTE NATIONALE OU LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 28

JEUDI, 28 Janvier 1808.

EXTÉRIEUR.

ALLEMAGNE.

Vienne, le 14 janvier.

D'APRÈS le tableau des consommations de la ville de Vienne, depuis le 1^{er} novembre 1806 jusqu'à la fin d'octobre 1807, il a été consommé 69,795 bœufs, 2133 vaches, 75,092 veaux, 46,959 moutons, 120,165 agneaux, 71,781 porcs, 481,235 quintaux de farine fine, 408,103 quintaux de farine ordinaire, 13,523 quintaux de gruau, 183,090 d'orge, 863,436 quintaux d'avoine, 24,179 voitures de foin, 281,120 cordes de bois, 155,975 mesures de charbon de terre. La consommation en vin a été de 457,797 mesures de vin d'Autriche, 43,677 mesures de vin de Hongrie, 2930 mesures de vin étranger. Il a été consommé 674,059 mesures de bière.

(Journal politique de Mannheim.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 18 janvier.

M. le baron de Dedem, ministre de Hollande près notre cour, est arrivé ici, il y a quelques jours. Hier, à 11 heures du matin, S. Exc. a eu une audience du roi, dans laquelle elle a présenté à S. M. ses lettres de créance.

— Un décret royal, du 22 décembre, contient en substance ce qui suit :

1. Vu notre décret du 22 de ce mois, portant suppression du collège de guerre de l'ancienne province de Hesse-Cassel et des institutions semblables, qui peuvent exister dans les autres provinces; considérant, 1^o qu'il est nécessaire de pourvoir à l'administration et au recouvrement des capitaux et intérêts qui nous sont dus, et dont la recette se faisait sous la surveillance tant desdits collèges de guerre, que des chambres de domaines et finances des diverses provinces et Etats dont notre royaume se trouve aujourd'hui composé; 2^o que ce genre de revenu exige pour sa conservation une sollicitude particulière, qui ne permet point de le confondre avec d'autres recettes,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art 1^{er}. Il sera établi à Cassel, sous la surveillance de notre ministre du trésor public, un directeur-général des capitaux et intérêts qui nous sont dus par nos sujets.

2. Les fonctions du directeur-général des capitaux seront remplies par celui de nos conseillers-d'état, que nous aurons choisi à cet effet.

3. Il y aura, sous sa surveillance immédiate, un trésorier-général desdits capitaux et intérêts, faisant les fonctions de receveur et de payeur, au traitement de 6 mille fr. par an, et dont le cautionnement ne pourra être moindre de 20 mille fr. en immeubles situés dans l'étendue de notre royaume, francs et quittes de toutes dettes, jusqu'à concurrence de ladite somme.

4. Un contrôleur dudit trésorier sera établi près de lui, au traitement de 2400 fr.

(Moniteur Westphalien.)

PORTUGAL.

Lisbonne, le 12 janvier.

On a publié ici et dans tout le royaume, la proclamation suivante :

Dom Joseph Maria de Mello, évêque titulaire d'Algalve, inquisiteur-général dans ce royaume et possessions dépendantes, membre du conseil de S. M. et son confesseur, etc.;

A tous les fideles de la sainte Eglise, qui les présentes verront, salut, paix, et la grace de Notre-Seigneur Jésus-Christ, notre Sauveur et notre Dieu.

La place d'inquisiteur-général de ce royaume que nous occupons, tout indigne que nous en sommes; le saint caractère épiscopal dont nous sommes revêtus; le zèle exemplaire avec lequel l'éminentissime et très-vénérable cardinal patriarche de Lisbonne vient de recommander, avec une onction si touchante, dans sa dernière lettre pastorale, la conservation de la tranquillité, de la paix, de l'union chrétienne, nécessaire dans tous

les tems, et sur-tout dans les circonstances présentes : toutes ces considérations nous imposent le devoir de concourir aussi de notre côté, et autant qu'il est en nous, à un but salutaire; et sans lequel nous ne pouvons espérer aucun bonheur ni sur la terre, ni, ce qui doit le plus nous toucher, dans la vie à venir. Nous adressant donc à tous les fideles de la sainte Eglise, aux habitants de cette ville et du royaume, nous les conjurons d'être attentifs et dociles aux sages et pacifiques instructions de leur vénérable pere et pasteur, dans une circonstance qui intéresse leur sort présent et leur félicité éternelle. Nous ne pouvions rien faire de mieux que de leur rappeler les avis paternels de ce grand prélat. Qu'ils considèrent la situation où nous sommes, les faveurs dont la bonté divine nous a comblés au milieu de nos tribulations; qu'ils bénissent Dieu en toutes choses; qu'ils adorent avec un cœur contrit et humilié les décrets immuables de sa providence, et qu'ils soient reconnaissans des innombrables bienfaits que nous avons reçus de sa main toute puissante.

Comptons parmi ces bienfaits signalés, la paix et le bon ordre qui ont régné et règnent dans ce royaume, depuis qu'une grande armée est venue à son secours. Nous sommes assurés de notre bonheur, si nous savons en profiter; nous jouissons d'une égale sécurité, soit dans l'intérieur de nos maisons, soit au dehors.

N'oublions pas que nous devons ces avantages inappréciables au zèle et à l'activité du général en chef qui nous commande, et dont nous connaissons depuis longtemps les vertus; que l'armée qui est au milieu de nous, est celle de S. M. l'EMPEREUR DES FRANÇAIS ET ROI D'ITALIE, NAPOLEON-LE-GRAND; que ce monarque est envoyé de Dieu pour protéger la religion, et rendre les peuples heureux, qu'il versera sur nous les bienfaits de la paix, si nous nous aimons tous avec une charité fraternelle, nationaux et étrangers; que de cette manière, la religion et ses ministres seront toujours protégés; que les retraites des épouses du Seigneur seront respectées, et qu'enfin nous serons comblés de toute sorte de biens, si nous nous rendons dignes d'une si haute protection. C'est ainsi que nous devons nous conduire pour accomplir fidèlement le précepte du Seigneur, qui nous commande d'obéir aux puissances, non-seulement par crainte, mais aussi par devoir de conscience.

Ayons sans cesse devant les yeux les touchantes exhortations que le vénérable pasteur de cette ville et de ce diocèse a adressées à ses ouailles pour les unir dans la charité chrétienne, et pour obtenir la paix et la tranquillité dont nous avons un si grand besoin; et parce que cet objet est de la plus grande importance, même pour la conservation de la pureté de notre foi, nous conjurons ici tous les députés du conseil-général des inquisiteurs et autres ministres du saint-office, d'unir leur zèle au nôtre pour maintenir et consolider la tranquillité publique.

Nous recommandons aussi spécialement à tous les réguliers en général, et à chacun en particulier, de donner dans toutes les circonstances l'exemple d'une parfaite soumission, ainsi qu'il convient aux ministres d'un Dieu de paix, qui offrent tous les jours le sacrifice de propitiation, et qui doivent être pour les peuples les modèles de la perfection évangélique. Nous les exhortons à rappeler sans cesse aux fideles leurs devoirs, et sur-tout à les pénétrer de cette vérité, qu'il ne peut jamais y avoir d'excès dans la paix et l'union; et pour que notre lettre arrive à tous les tribunaux d'inquisition de ce royaume, nous la faisons afficher et publier dans les églises de nos districts, suivant les formes accoutumées.

Donné à Lisbonne, sous le sceau du Saint-Office, le 22 décembre 1807.

(Journal de l'Empire.)

ROYAUME DE HOLLANDE.

Utrecht, le 19 janvier.

Il est arrivé au Vlie, le 8 de ce mois, un cartel anglais, ayant quelques prisonniers hollandais à bord. Après qu'on eût accueilli les prisonniers qu'il avait amenés, il lui fut ordonné, de la part du maréchal de Winter, de prendre aussitôt le large, et on lui fit notifier qu'on ne pouvait accepter désormais aucun cartel, ni permettre avec lui aucune communication.

— M. Hastinck est nommé consul de S. M. à Alicante.

(Gazette de France.)

SUISSE.

Lucerne, le 16 janvier.

Les premiers jours de l'an se sont passés en fêtes que le gouvernement du canton et le conseil administratif de la ville ont données à S. Exc. le nouveau landamman.

(Journal du Commerce.)

PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL.

Neuchâtel, le 14 janvier.

Copie de la lettre de M. Pourtalès l'aîné, à S. A. S. Mgt. le prince de Neuchâtel.

MONSEIGNEUR,

N'étant pas en état d'apprécier l'influence que peut avoir sur l'ensemble des institutions de la principauté de Neuchâtel, l'établissement que je me propose de fonder, je prends la liberté, comme mon devoir m'y appelle d'ailleurs, d'en soumettre très-humblement le projet à V. A. S. Je la supplie, si elle ne trouve dans ce projet rien de contraire à ses hauts intérêts et à ses vues générales et paternelles pour la prospérité de ma patrie, de daigner l'approuver et accorder sa puissante protection à l'établissement dont il fait mention.

Rien ne pourrait m'être plus flatteur que de mériter, à la fin de ma longue carrière, l'approbation d'un prince, objet de l'amour de ses sujets et de l'admiration de l'Europe entière, et de pouvoir encore trouver l'occasion de lui donner des preuves de ma fidélité et de mon dévouement.

Je suis avec un très-profond respect,

MONSEIGNEUR,

De Votre Altesse Sérénissime,

Le très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur et sujet,

POURTALÈS l'aîné.

Mémoire concernant l'établissement d'un hôpital à fonder à Neuchâtel.

Parvenu, à la fin d'une longue carrière, pendant laquelle j'ai éprouvé tant de fois les effets de la protection divine, il me reste un devoir bien légitime à remplir; celui de donner essor à mes sentimens de reconnaissance envers l'Être suprême, en répandant sur les infortunés une partie des bienfaits dont il m'a gratifié; en m'occupant d'un devoir aussi doux, je vais, dans un âge où tout rappelle le néant des choses humaines, procurer à mon cœur une jouissance conforme aux seuls sentimens qui doivent l'animer désormais.

La principauté de Neuchâtel ma patrie, dont les heureuses institutions ont singulièrement favorisé mes travaux et mes entreprises, doit naturellement jouir du bien que je puis faire. J'ai donc cherché à connaître ses besoins, et j'ai été frappé qu'au milieu de l'aisance publique et particulière, il n'existât aucun asile ouvert au pauvre, lorsqu'il est accablé par la maladie ou par quelque accident imprévu. Mon désir est de remplir un vide aussi sensible, et en conséquence je déclare par le présent, assigner sur mes biens la somme de six cent mille fr. de France, applicable à fonder et entretenir perpétuellement dans ou près la ville de Neuchâtel, un hôpital selon les dispositions plus particulières de ma volonté, que j'ai consigné ci-après. Je supplie très-humblement S. A. S. le prince de Neuchâtel, mon souverain, de daigner approuver et protéger cette fondation; je la recommande également à la bienveillante et paternelle sollicitude des autorités de ma patrie.

Dispositions générales de la fondation.

1^o. Il sera construit un bâtiment suffisant pour loger 30 à 40 malades, et les personnes préposées à les soigner et à les servir.

2^o. Dans ce bâtiment seront reçus les indigens affectés de maladies susceptibles de traitement et de guérison; on leur administrera les remèdes et les soins nécessaires à leur maladie et à leur convalescence; ceux qui viendront à mourir seront enterrés, le tout sans aucune rétribution quelconque.

3^o. L'hôpital sera ouvert à tous les indigens malades, sujets et habitants de l'Etat, ainsi qu'aux

étrangers tombés malades dans le pays, et cela sans distinction de patrie ou de religion, et toutes circonstances d'ailleurs égales, les pères et mères de familles chargés d'enfants, seront préférés.

4°. On réservera quelques appartemens pour recevoir, sur-tout en hiver, de pauvres mères de familles, et les soigner pendant et après leurs couches.

5°. Lorsqu'il y aura des places vacantes, le particulier aisé et le maître artisan seront admis à faire soigner dans l'hôpital leurs domestiques ou leurs ouvriers malades, en remboursant à un taux modéré les frais du traitement et de l'entretien.

6°. Afin qu'en aucun tems les malades ne manquent des secours spirituels si nécessaires à leur état, il sera accordé sur les revenus de l'hôpital un traitement de 300 fr. de France au ministre du Vendredi de la ville de Neuchâtel; au moyen de quoi, il devra, sous l'approbation de la Compagnie des Pasteurs, et du magistrat, faire, chaque semaine, un service public dans une salle de l'hôpital, donner la communion aux quatre fêtes, et visiter les malades lorsqu'il en sera requis. Une indemnité équitable sera encore donnée à un prêtre catholique, afin qu'il assiste et administre les malades de sa religion.

7°. Comme l'utilité de l'établissement résultera principalement de l'habileté des gens de l'art qui y seront employés, j'entends que le chirurgien en chef, jouisse d'un traitement assez considérable, pour l'engager à prendre un soin tout particulier des malades qui lui seront confiés.

8°. Quoique toutes les institutions humaines soient, comme l'homme, sujettes à s'altérer et à périr, cependant il n'est pas douteux que le mode de leur administration n'ait une grande influence sur leur durée, leur utilité et leur prospérité; après de mûres réflexions, j'ai cru, pour le bien même de la chose, devoir intéresser mes descendans à l'administration de cette fondation. Il m'a encore paru que je rendais par là deux services essentiels à mes enfans: le premier, en rappelant souvent à leur souvenir que c'est au travail, à l'ordre et à l'économie qu'ils doivent leur fortune et que j'ai dû moi-même le bonheur de pouvoir secourir mes semblables; le second, de les inciter par un intérêt toujours présent à des œuvres de pitié et de charité. En conséquence, j'ai déterminé que l'administration de cet hôpital sera confiée à sept personnes; savoir: un conseiller-d'état au choix du Conseil-d'Etat; un conseiller de ville, membre de la chambre de charité, au choix du conseil de ville; un pasteur au choix de la vénérable classe des ministres; et enfin quatre notables au choix des membres mâles au-dessus de 22 ans, de la famille de feu mon père. Ces sept personnes animées d'une vraie charité et d'un zèle actif, résideront à Neuchâtel et composeront la première administration; mais en cas de vacance, les membres restans pourvoiront à leur remplacement successif. Je demande que l'ainé des mâles de la branche aînée de ma famille soit de droit membre de ce comité, dès qu'il aura 22 ans accomplis, et qu'en attendant qu'il soit parvenu à cet âge, l'ainé de la branche la plus rapprochée, s'il a lui-même atteint l'âge requis, le remplace. Je desirais de plus que tous les chefs de famille descendans de Jérémie de Pourtalès mon père soient appelés et portent présence à la reddition annuelle des comptes de l'établissement. Ce comité nommera son président. Je prie instamment les membres qui le composeront de maintenir et défendre cette fondation; de gérer ses capitaux; d'appliquer les revenus à leur véritable but; de faire tous les réglemens de police intérieure, que l'expérience démontrera être nécessaire; de choisir les employés; de fixer leur traitement, et en général de faire leurs efforts pour que l'établissement prospère et devienne de plus en plus utile à ma patrie.

9°. Ennemi de toute ostentation, je demande instamment aux premiers administrateurs et à ceux qui leur succéderont d'éviter soigneusement toute dépense de luxe et de décoration; je desirais que la fondation ne se distingue que par l'efficacité des secours, par l'ordre et par l'extrême propreté.

10°. Un point essentiel de la fondation me paraissant être, de mettre autant que possible les revenus à l'abri des événemens, je prie qu'il soit fait les démarches convenables pour que la moitié des capitaux, au moins, puisse être placée sur des immeubles d'un rapport sûr et constant.

C'est ainsi que j'ai rédigé mes intentions: je les dépose entre les mains de mon fils aîné, Louis de Pourtalès, conseiller-d'état et capitaine-général des chasses de S. A. S., auquel j'ai donné mes instructions les plus détaillées, et que je désigne président actuel du comité qui sera nommé.

J'implore la bénédiction divine sur cette fondation et sur tous ceux qui, par leurs soins et leurs travaux, voudront bien coopérer à mon but et secondar mes vœux.

Signé, POURTALES l'ainé.

Copie de la lettre de S. A. S. M^{gr}, le prince de Neuchâtel, à M. Pourtalès l'ainé.

Paris, le 22 janvier 1808.

J'ai reçu, M. Pourtalès l'ainé, votre lettre du 14 janvier de cette année. Je l'ai lue avec attention, ainsi que le mémoire concernant l'hôpital que vous êtes disposé à fonder à Neuchâtel. Je n'ai pu voir sans émotion les sentimens que vous y exprimez, et l'intention où vous êtes de destiner une somme de 600.000 fr. à un établissement aussi utile. Vous ferez béni votre mémoire, et, tant que vous vivrez, ce bienfait vous procurera de douces jouissances. Si la fortune vous a bien traité, vous la dispensez en ami de l'humanité. En laissant à vos enfans le fruit de vos travaux, vous leur aurez donné un exemple qui leur rendra plus cher encore un père si respectable. J'approuve votre projet dans tout son contenu, et m'en déclare le premier protecteur. Je vous renvoie le mémoire que j'ai signé. Croyez, M. Pourtalès l'ainé, aux sentimens de mon estime et de ma considération particulière. Sur ce, je prie Dieu, etc.

Signé, ALEXANDRE.

ANGLETERRE.

Londres, le 20 janvier.

Le procès du général Whitelocke est remis au 28 de ce mois.

— Un bruit s'était répandu de nouveau, hier, que le gouvernement avait l'intention d'exiger de tout vaisseau américain, au moment de son départ d'un port anglais dans lequel il aurait été conduit par des croiseurs anglais, une caution pour le paiement de tout droit, que le gouvernement pourrait établir dans la session prochaine du parlement, sur les marchandises qui se trouveraient chargées sur ces vaisseaux.

— Les lettres de Liverpool nous apprennent que des lettres de Derry, en Irlande, annoncent qu'il y est arrivé un vaisseau d'Amérique, après un passage fort court. Au moment de son départ, tout le pays prenait une attitude guerrière. Un autre vaisseau est aussi arrivé à Liverpool; il avait fait voile de New-York, le 18 du mois dernier. La seule nouvelle qu'il apporte, est que l'acte de non-importation était mis à exécution.

— On mande de Sheerness que les effets de la tempête du 14 ont été terribles; une partie du chantier est miné, l'eau ayant percé le mur de Queenborough, et l'ayant fait écrouler dans la longueur de trois quarts de mille. Toute la côte est couverte, à chaque marée, des débris qui flottent sur la mer. Hier, on a trouvé les corps de deux hommes noyés; sans doute il en a péri un grand nombre dans cet horrible coup de vent.

— Hier, à deux heures, le conseil-d'état s'est assemblé au bureau des affaires étrangères; les délibérations ont duré jusqu'à six heures un quart. Le lord chancelier, le duc de Portland, les comtes de Westmorland et Camden, lords Hawkesbury, Mulgrave et Bathurst, le chancelier de l'échiquier et M. Canning y ont assisté.

Les membres du conseil-privé tirent aussi une séance à la trésorerie. (*Morning-Chronicle.*)

INTÉRIEUR.

Aoste, le 17 janvier.

Notre ville, jadis dépourvue de théâtre, vient d'en faire construire un fort joli dans l'ancienne église du couvent de la Visitation. Cet établissement, très-utile dans un pays fort triste, et dont les habitans sont amateurs des beaux-arts, est dû aux soins et à la bienveillance des autorités locales, fortement secondées par plusieurs habitans qui se sont empressés de souscrire pour subvenir aux frais de cette entreprise.

Mayence, le 20 janvier.

L'exportation du blé-froment est rétabli par décret impérial du 7 de ce mois, sous les conditions des lois et réglemens précédemment publiés à ce sujet.

Anvers le 22 janvier.

M. le commissaire-général de marine vient d'autoriser la publication de la lettre suivante relative au désastre de Flessingue.

Copie de la lettre de M. Dupôtel, chef militaire de la marine de Flessingue, à M. le commissaire-général, à Anvers.

Flessingue, le 17 janvier 1808.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que dans la nuit du 14 au 15, la ville de Flessingue a

été inondée par un débordement de cinq pieds au-dessus des quais.

A 7 heures du soir, les vents commencèrent à souffler de la partie du N. O. avec l'apparence d'une mauvaise nuit; j'ordonnai aussitôt de faire doubler les amarres des vaisseaux.

A minuit, la mer était déjà sur les quais, et elle avait encore deux heures et demie à monter. Dans l'espace d'une heure, toutes les rues furent couvertes d'eau, et la communication interrompue.

Les *Poonas* qui avaient cassé leurs amarres, et les bateaux *Blankenberg*, qui se trouvaient sur le quai, flottaient contre les maisons.

Mes premiers soins furent d'envoyer aux portes du bassin, pour les dégager des embarcations et des pièces de bois qui auraient pu les empêcher de se fermer. On y parvint, mais avec beaucoup de peine. Au jour je fis mettre dans les rues qui avoisinent les quais, tous les canots des vaisseaux; et l'on s'occupa à sauver le monde.

A huit heures du matin, des malheureux n'avaient pas encore eu de secours dans l'autre partie de la ville, ou si quelques-uns en avaient obtenu, c'était grâce à l'argent qu'ils avaient sur eux. Je m'y transportai avec les officiers de marine et cinquante marins. La mer alors avait laissé les quais à découvert; dans une demi-heure, il y eut au moins vingt embarcations flottant dans les rues. Tous ceux qui faisaient difficulté à les prêter, ou qui demandaient un loyer, furent conduits aux fers à bord du *Charlemagne*; les matelots, surveillés par les officiers, parvinrent à sauver beaucoup de femmes et d'enfans.

L'après-midi, je fis distribuer de l'eau dans toutes les rues, attendant que le pain fût arrivé de Middelbourg. Pendant la nuit, on continua à donner des secours, et le lendemain matin, toute l'eau avait disparu.

J'ignore quel est au juste le nombre des victimes, on en comptait hier trente; mais je crois qu'il y en a davantage.

Les vaisseaux n'ont pas bougé. La perte de ma direction est de quelques barriques, etc.

Paris, le 27 janvier.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 24 novembre 1807, sur la demande de Laurent Perrin et Jeanne Bonnot, sa femme,

Le tribunal de première instance à Nevers, département de la Nièvre, a ordonné une enquête pour constater l'absence des frères Pierre et Etienne Millieu.

Par jugement du 31 août 1807, sur la demande de Joseph Blanc, propriétaire, et de Marie Teston, son épouse, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Valence, département de la Drôme, a déclaré l'absence de Jean Villard de la Motte Faujas.

Par jugement du 16 novembre 1807, sur la demande d'Anne Longchamp, veuve de Pierre-Antoine Jacquet, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Pontarlier, département du Doubs, a déclaré l'absence de Jean-Antoine Jacquet de Courvière, canton de Levier.

Par jugement du 16 novembre 1807, sur la demande d'Etienne Champelon, propriétaire à Pougue,

Le tribunal de première instance à Nevers, département de la Nièvre, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Joseph Rosette, de la commune de Soulangy, parti pour le service des armées.

Par jugement du 14 juillet 1807, sur la demande de Jean Constantin, cultivateur, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Angoulême, département de la Charente, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Louis Braudet, de la commune de Teynards.

Par jugement du 12 novembre 1807, sur la demande de Jeannette Béné, femme autorisée d'André Augny, cultivateur à Dresle, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Genève, département du Léman, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Pierre Béné, d'Ambilly, son dernier domicile connu.

Esprit du Code Napoléon tiré de la discussion, des conférences historiques, analytiques et raisonnées du projet du Code civil, des observations des tribunaux, des procès-verbaux du Conseil-d'Etat, des observations du Tribunal, des exposés de motifs, des rapports et discours, etc.; dédié à S. M. l'EMPEREUR ET ROI, par J. G. Locré, secrétaire-général du Conseil-d'Etat, membre de la Légion d'honneur. Tome V^e (1).

Ce volume du grand et utile ouvrage que nous annonçons aujourd'hui, contient le titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation, celui de la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire, la conclusion du 1^{er} livre du Code Napoléon, et un article sur la nouvelle promulgation du Code.

Nous ne pouvons donner une plus juste idée de l'ensemble de ce qui existe déjà de cet immense travail, qu'en empruntant à l'auteur lui-même ce qu'il appelle ses conclusions du 1^{er} livre du Code Napoléon.

« Avant de quitter ce livre, dit-il, je crois devoir tracer le résumé général de ses titres, pour que le lecteur puisse embrasser d'un coup d'œil les difficultés que le législateur avait à vaincre, et les heureux résultats auxquels il est parvenu.

« Le titre préliminaire, de la Publication, des Effets et de l'Application des lois en général, était appelé par la force des choses.

« Jusqu'alors, le moment où la loi commence à exercer son empire, dépendait de conditions qui ne pouvaient pas avertir de son existence; qui permettaient aux autorités secondaires de fixer ce moment à leur gré; qui, enfin, jetaient les citoyens dans des incertitudes, et faisaient naître des procès.

« Il fallait bien arriver à un système dégagé de ces inconvénients et de ces entraves; il fallait écarter tout ce qui existait, absolument tout, et aller chercher le système nouveau dans la nature des choses: mais combien de discussions, avant de le trouver, et sur-tout pour parvenir à l'organiser!

« Il fallait encore fixer, avec précision, l'étendue de l'empire que la loi exerce sur les tems, sur les personnes, sur les choses: sur les tems, afin de rappeler au législateur lui-même ses devoirs, mais bien plus encore, pour enchaîner les juges, et donner une garantie de plus aux citoyens: sur les personnes, afin que le Français, loin de sa patrie, ne se crût ni hors de la protection, ni hors de la puissance des lois qui la régissent; afin que l'étranger ne pût jamais ni réclamer les bienfaits de nos lois civiles, ni se prétendre affranchi de celles qui établissent le bon ordre parmi nous; sur les choses, afin qu'on ne pût contester à la loi française la domination exclusive du territoire français.

« Quelles règles trouvait-on sur des points aussi importants dans le code en vigueur? Le principe abstrait de la non-rétroactivité des lois, et rien de plus. Tout le reste était abandonné à la controverse des écoles, aux opinions contradictoires des jurisconsultes, aux oscillations de la jurisprudence.

« Il fallait enfin circonscrire le pouvoir des juges, et en même tems lui donner cette latitude, qui est de son essence, et sans laquelle il n'existe point.

« Ici, encore, la législation antérieure s'était jetée successivement dans les extrêmes. Sous l'ancien ordre de choses, le juge était législateur: c'était trop; malheur au peuple chez qui l'autorité qui prononce sur la propriété, ne connaît de règles que celles qu'elle se donne! Sous la législation nouvelle, le juge n'était pas même juge; il n'était plus le ministre, il était l'instrument passif de la loi: il devait ouvrir le Code, y chercher l'espèce qui se présentait devant lui, et s'il ne la trouvait pas assez clairement indiquée, il ne lui restait qu'à refermer le livre, faire taire sa raison, sa conscience, l'équité, la loi naturelle, et renvoyer les contendans sans leur rendre justice. De là des abus sans nombre; la timidité du juge encouragée, sa paresse favorisée; plus de tribunaux, ni de magistrats; des dénis de justice forcés et sans nombre.

« La défense de décider par voie de disposition générale et réglementaire, la sage distinction entre l'interprétation législative et l'interprétation de doctrine, ont réduit le juge à ce qu'il doit être, et ont mis un terme à tous les désordres. Mais toutes ces distinctions, il a fallu les créer.

« Si nous passons au titre 1^{er} de la jouissance et de la privation des droits civils, mêmes embarras, même absence de système et de règles.

« Les droits civils et les droits politiques étaient confondus, comme si la capacité de succéder était inséparable de celle de voter dans une assemblée, ou d'exercer des charges dans l'Etat.

« Qui jouira cependant des droits civils? Les Français, sans doute; mais la qualité de Français ne sera-t-elle que pour ceux qui sont nés sur le territoire français et de parens français? L'enfant né en France, de parens étrangers, pourra-t-il la réclamer? Sous quelles conditions lui sera-t-elle accordée? L'enfant d'un Français retiré en pays étranger la conservera-t-il? Comment pourra-t-il la conserver? Quel sera en France l'état des étrangers? On n'était point fixé sur ces questions importantes. Jamais sur-tout on ne les avait envisagées dans leur ensemble; jamais on n'était remonté aux premiers principes qui devaient toutes les résoudre; jamais on n'avait entrepris de former un système. S'il existait quelques règles, elles n'étaient établies que par l'usage, par l'usage qui pouvait être méconnu, contesté, dont l'autorité ne s'étendait pas par-tout, et qui, en tous cas, était susceptible de varier. Quelle frêle garantie, pour un bien aussi précieux, que le glorieux titre de Français!

« Ce titre a toujours pu se perdre par l'expatriation; mais qu'est-ce que l'expatriation? Aucune loi n'en déterminait les indices et les caractères; et dès-lors l'arbitraire pouvait priver de la qualité de Français, celui qui ne méritait pas de la perdre, ou la laisser à celui qui l'avait lâchement abjurée.

« Cependant la qualité de Français ne doit pas être perdue sans retour: l'humanité veut qu'on ouvre une porte au repentir; l'intérêt de l'Etat, qu'on tende à la patrie ses enfans, lorsqu'ils reviennent sincèrement à elle; mais la prudence exige qu'on les soumette à des conditions, à des épreuves. Ici rien n'était fixé, et il a fallu créer toutes les règles.

« La matière des Absens n'était qu'ébauchée. On ne s'entendait même pas sur le mot *absent*. Les lois des 24 août et 6 octobre 1790, et 11 février 1791, l'avaient employé sans le définir; la jurisprudence n'en déterminait pas l'acception, ou plutôt elle lui donnait des acceptions différentes; et de ce vague, de ces incertitudes, résultait pour les citoyens une alternative de dangers. Si l'on se hâtait trop, il était possible que l'œil d'une curiosité inquiète pénétrât dans les affaires d'une personne qui ne fût pas véritablement absente; si l'on agissait avec trop de circonspection et de lenteur, on s'exposait à laisser périr les affaires d'un absent véritable. On a donc été forcé de définir l'absent: ce n'est pas celui qui se trouve seulement éloigné de son domicile; c'est celui dont on n'a pas de nouvelles, et duquel, pour cette raison, l'existence devient incertaine.

« Cette définition cependant n'écartait pas tous les dangers. Si la disparition est encore récente, il est possible qu'elle ne soit pas réelle; on devait donc attendre que le tems en fixât les caractères, avant que d'en tirer des conséquences rigoureuses. C'est ce qui a produit la distinction, aussi ingénieuse que nouvelle, des absens en absens présumés et en absens déclarés, et toutes les sages dispositions dont elle est la base.

« On pourrait croire que la matière du Mariage devait donner moins de peine au législateur. Un contrat qui a existé dans tous les tems, ne pouvait être parvenu jusqu'à nous qu'accompagné de règles qui en déterminassent la forme, les conditions, les effets.

« Mais combien n'était-il pas nécessaire de remonter aux premiers principes pour juger ces règles, pour retrancher ou rectifier celles qui étaient fausses ou imparfaites, éclaircir et développer celles qui étaient obscures, ajouter celles qui manquaient; tout approfondir, tout coordonner, et arriver à un système exact et complet? Qu'on lise, par exemple, les discussions sur l'âge où le mariage est permis; sur les cas où il y a erreur sur la personne; sur le mariage des enfans naturels; sur l'empêchement résultant de la parenté collatérale; sur les dispenses; sur le mariage contracté dans l'étranger; sur la validité des mariages secrets et *in extremis*; sur les divers effets que doit avoir chaque nullité, suivant la nature de la cause qui la produit, et même sur toute la partie des nullités; sur les obligations qui naissent du mariage; sur les droits et les devoirs des époux; qu'on lise toutes ces discussions, dis-je, et l'on sera convaincu que les élémens qu'on avait, mélange confus du droit romain, du droit canon, du droit établi par les ordonnances, de la jurisprudence des arrêts et de l'opinion des docteurs, n'offraient aux esprits attentifs qu'un amas de principes ébauchés, sans liaison entr'eux, souvent controversés encore.

« Quant au divorce, on ne pouvait s'empêcher de le maintenir; la liberté des cultes le réclamait; je l'ai prouvé.

« En le conservant, il fallait l'organiser. La législation existante avait fait du divorce une institution subversive du mariage. Le législateur devait donc créer une législation nouvelle, et ne pouvait la prendre que dans son propre génie.

« Ici les difficultés sont multipliées. On marchait entre la double crainte de retomber dans les abus de la législation antérieure, ou de resserrer tellement la faculté du divorce, qu'elle ne fût pas accordée dans tous les cas où elle est réellement nécessaire, ou que même on ne la perdît dans le fait, alors qu'elle existerait dans le droit.

« Tout a été concilié; mais ce n'est qu'après de longues et pénibles méditations qu'on est arrivé à ce système si sage, où le divorce n'est accordé que pour le petit nombre de causes déterminées qui détruisent évidemment, dans leur essence, les rapports que le mariage doit établir entre les époux; où, d'un autre côté, le consentement mutuel permet aux époux de masquer ces causes même, d'en faire valoir d'autres qui, sans être moins sérieuses, ne devaient pas néanmoins être indistinctement admises; où cependant le divorce, par consentement mutuel, n'est accordé qu'après des épreuves longues et capables de laisser la légèreté, qu'après des tentatives répétées de conciliation bien propres à calmer l'effervescence d'un premier mouvement, qu'au prix de sacrifices tellement énormes, que personne n'y voudra souscrire, s'il n'y est contraint par les raisons les plus graves.

« Le titre De la Paternité et de la Filiation jetait dans des embarras d'une autre nature.

« L'ancienne législation s'était bornée à consacrer le principe que l'enfant a pour père celui que le mariage désigne; mais, ce principe, elle ne l'avait pas organisé. On n'y trouvait que doutes et opinions diverses sur les motifs du désaveu, sur le tems où il devait être proposé, sur les caractères de la possession d'état, etc.

« Relativement aux enfans naturels, cette législation était tout-à-la-fois injuste envers ces malheureuses victimes du dérèglement et en contradiction avec l'intérêt public.

« Elle vouait les bârds à l'opprobre, à la misère, au crime, qui en est la suite, et en faisait ainsi le fléau de la société. Et cependant, sous d'autres rapports, elle était trop relâchée; car, en admettant la recherche de la paternité, elle troublait le repos des familles, livrait le citoyen le plus vertueux aux calomnies et aux spéculations de viles prostituées, et donnait ainsi une prime au désordre.

« La législation nouvelle s'était jetée dans l'excès contraire; en plaçant les enfans naturels au niveau des enfans légitimes, elle trahissait l'intérêt des mœurs et du mariage. Mais, d'un autre côté, elle les servait et assurait la paix des familles en repoussant la recherche de la paternité.

« Voilà donc encore le législateur lancé au milieu des perplexités, obligé d'inventer un système nouveau.

« Il l'a heureusement trouvé.

« La recherche de la paternité est interdite.

« La loi ne donne jamais aux enfans naturels les titres honorables qui ne doivent distinguer que les enfans légitimes; mais elle leur rend un père; ils ne sont pas entièrement exclus de la succession paternelle; mais ils n'y ont qu'une part déterminée, et de sévères prohibitions empêchent la tendresse indiscrete des auteurs de leurs jours de franchir ces limites.

« De toutes les matières du Code, l'Adoption était assurément la plus neuve.

« Les Romains pratiquaient l'adoption; mais l'adoption des Romains ne pouvait convenir à nos habitudes. Il n'est pas étonnant que le changement de famille ne répugnât pas à un peuple, où le père pouvait vendre ses enfans; mais parmi nous la nature a repris ses droits, et un système nouveau devenait nécessaire.

« A travers de combien d'hésitations et de tâtonnemens on est enfin parvenu à cette sage organisation que l'adoption a reçue!

« L'adoption attache l'adopté à l'adoptant par des nœuds bien plus étroits que ceux par lesquels une simple libéralité attache l'obligé au bienfaiteur.

« L'adopté n'abjure pas son père ni sa famille; il conserve tous les droits que la nature et la loi lui donnent à leur protection et à leurs biens.

« L'adoptant à jamais exclu de la succession de l'adopté, ne peut se l'attacher par aucun autre intérêt que celui de la bienfaisance.

« La légèreté, qui suit de près le repentir, ne peut entraîner à une adoption indiscrete; il y a des épreuves.

« Le vieillard affaibli n'est pas exposé aux suggestions; les conditions que la loi exige l'en garantissent.

« L'époux, le père, ne peut sacrifier ses enfans, son épouse, à un mouvement irrétéchi de générosité.

« Enfin, celui que l'attrait de la licence et l'éloignement de toute gêne détournerait du mariage, ne peut espérer que l'adoption lui rende des héritiers qu'il n'aura pas voulu devoir à la nature; l'adoption n'est possible qu'autant qu'elle a été préparée de longue main.

(1) A Paris, de l'imprimerie impériale, et se trouve aux archives du droit français, chez MM. Clément freres, libraires-éditeurs, rue de l'Echelle, n^o 3, au Carrouzel.

Sur la puissance paternelle, la France se partageait entre deux systèmes également vicieux. Le droit coutumier n'établissait véritablement pas une puissance paternelle : là le père n'était qu'un tuteur dont le pouvoir n'était même pas bien déterminé. Le droit écrit, au contraire, n'avait que trop retenu de l'aspérité des anciennes lois romaines ; il avait fait du père un tyran, du fils un esclave qui ne voyait pas le terme de sa servitude, et qui ne pouvait soupire après sa liberté, qu'aux mépris des plus douces affections.

Le législateur s'est donc encore vu réduit à prendre les principes dans l'essence des choses.

La puissance paternelle n'est plus que ce que la nature a faite : un pouvoir de protection, dont les effets et la durée sont mesurés sur les besoins de celui qu'elle protège. Si une juste récompense est accordée au père, dans la jouissance du bien de ses enfants, cette jouissance même s'arrête au moment où l'intérêt pourrait faire oublier au père le devoir de les établir. La tendresse paternelle peut, devant l'époque où l'émancipation est permise, affranchir le fils d'une gêne qu'elle estime ne plus lui être nécessaire. Jusque-là le droit de correction n'est dans les pères ni un droit illimité, ni un droit arbitraire ; la loi calcule avec prudence le plus ou le moins de direction dont le fils a besoin, le plus ou le moins de confiance que, dans une situation donnée, mérite le père.

Après le résumé qu'on vient de lire, on conçoit que des trois livres du Code, le livre des personnes était celui qui appelait le plus les efforts d'un génie créateur. Si l'on s'arrête à l'ensemble des matières, la législation n'offrait sur aucune, un système complet, et même sur très-peu, un système ; si l'on descend dans les détails, ou l'on ne trouve plus d'éléments, ou l'on ne trouve que des éléments épars, vicieux, incertains, et qu'il était difficile de coordonner. Ainsi, tout était à faire ou à refaire sur l'état des personnes.

De là des hésitations, des essais multipliés, des discussions longues et profondes.

Dans les livres suivants, nous ne rencontrerons plus les mêmes difficultés ; nous verrons le législateur marcher d'un pas plus rapide. Il trouvait plus de ressources dans la législation alors existante. Les règles sur les successions étaient à-peu-près fixées. Nous avions, sur la forme des donations entre-vifs et des testaments, les belles ordonnances de l'illustre d'Aguesseau ; sur l'interprétation de ces actes, les principes du droit romain ; sur la capacité de disposer ou de recevoir, les coutumes, une jurisprudence faite. Les Romains nous avaient aussi transmis, sur les conventions et sur les contrats, des principes puisés dans l'équité et dans la nature des choses. Il n'était besoin de créer de système que pour le contrat de mariage, que le droit coutumier et le droit écrit réglaient d'une manière différente, et pour les hypothèques, à l'égard desquelles on se partageait entre la théorie de l'édit de 1771 et celle de la loi du 11 brumaire an 7 ; encore avait-on des bases pour ce travail. Les autres matières ne présentaient que quelques questions à résoudre. La discussion du livre II et du livre III ne comportait donc pas la même étendue que celle du livre I^{er}.

Ici, dès lors, se termine aussi la partie la plus longue et la plus difficile de mon ouvrage. Toutes les théories générales et nouvelles sont expliquées.

Je ne déposerai cependant pas la plume : il reste à recueillir les précieuses lumières que la discussion jette sur les dispositions de détail, lumières sans lesquelles on est exposé à s'égarer dans l'intelligence et dans l'application de la loi. Mais il me sera permis de simplifier et d'accélérer ma marche.

Du reste, je fournirai jusqu'au bout la carrière ; je la dépasserai même. Non-seulement j'essayerai, par des notions puisées, non dans mon propre fonds, sans doute, mais dans l'esprit du législateur, d'applanir aux juges les difficultés qui pourraient faire prendre une fausse direction à la jurisprudence, de fixer les doutes des jurisconsultes ; mais je me propose encore de réduire en théorie la jurisprudence même ; d'en faire aussi le commentaire de la loi, lorsque ses monuments seront assez multipliés pour permettre l'exécution de ce plan. C'est là un des objets du livre de la *Législation et de la Jurisprudence françaises*. Chacun sait que la jurisprudence est définie *series rerum perpetuo similiter judicatarum* : ce n'est donc pas un arrêt isolé qui l'a fixée ; il faut une suite d'arrêts semblables sur le même point de droit ; mais cette série ne peut venir qu'avec le temps. Jusques-là les auteurs qui réunissent et qui

publient les jugemens à mesure qu'ils sont rendus, rendent de très-importants services. Mais bientôt il me sera possible d'aller plus loin, et de présenter, dans un cadre resserré, le tableau des arrêts qui formeront le système d'application de chaque article du Code.

Nous n'avons rien à ajouter à ce morceau, où l'éloge du mérite du Code se trouve si bien lié à son exacte analyse, et l'exposé rapide de ses motifs, où l'on voit clairement retracés le but de l'auteur, son plan, ce qu'il a fait, les pas qui lui restent à faire, les promesses qu'il avait faites, ce qu'il a tenu, ce qu'il promet de nouveau : nous n'avons rien à ajouter, disons-nous, si ce n'est un hommage bien dû à ce zèle infatigable, à cette ardeur laborieuse qui consacre à l'utilité, des veilles longues et pénibles, et qui semble ne voir dans les travaux déjà très-étendus, assignés à l'auteur par ses honorables fonctions, que des matériaux pour des travaux plus étendus encore, d'une application et d'une utilité plus générale : parmi ces travaux, il nous est permis et agréable d'indiquer les *Procès-verbaux de la discussion du Code de Commerce*, comme devant paraître incessamment, et l'*Esprit du Code de Commerce* comme étant déjà sous-pressé.

COURS.

M. Pain, professeur de langue française, ouvrira d'ici au 1^{er} février, dans divers quartiers de Paris, des cours de trente à quarante leçons élémentaires et pratiques, présidés par les chefs de l'instruction publique. L'étude de la langue française est dans son système de la signification propre et figurée des mots, affranchie de celle des langues dont elle est dérivée, et ne sera plus la langue exclusive du petit nombre qui peut faire des études. Les étrangers verront dans ces leçons un système applicable à toutes les langues. Les dames sur-tout et l'enfance qui ne sait pas même lire, en tireront les plus rares avantages, puisqu'ils apprendront à orthographier avec exactitude.

La souscription de 36 fr. une fois payée, chaque souscripteur entendra autant de leçons qu'il sera nécessaire, en montrant sa carte d'entrée : elle se prend chez M. Bertrand, libraire, rue Haute-feuille, n° 23 ; au Palais-Royal, chez M. Hébert, n° 20 ; à l'école secondaire dirigée par MM. Jauffret et Foubonne, rue Neuve-Saint-Paul, n° 6.

LIVRES DIVERS.

Almanach du Commerce de Paris, des départemens de l'Empire français et des principales villes du Monde, par J. de la Tynna, membre de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale ; année 1808.

Onzième année.

Un gros volume in-8° de plus de 900 pages, très-grande justification, caractère petit-texte.

Prix, 8 fr. broché pour Paris, et 10 fr. 80 cent. franc de port par la poste, pour les départemens.

A Paris, chez de la Tynna, propriétaire-rédacteur, rue J.-J. Rousseau, n° 6 ;

Et chez Capelle et Renand, libraires-commissionnaires, rue J.-J. Rousseau n° 6.

Cet ouvrage, toujours signé au bas du frontispice par le rédacteur, paraît depuis onze ans sans interruption, il contient les manufacturiers, négociants, banquiers, commissionnaires, agents de-change, courtiers de commerce, entrepreneurs de roulage, libraires, marchands de tous les états, notaires, avoués, huissiers de Paris, de tous les départemens de l'Empire, les principales maisons de commerce des principales villes du Monde, etc., etc. ; les membres des grandes autorités et administrations résidant à Paris ; la Banque de France ; les chambres de commerce ; les chambres consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers ; les bourses de commerce ; toutes les préfectures, sous-préfectures, tribunaux, conservations des hypothèques, directions des domaines et enregistrement, directions des droits réunis ; les principales foires de la France et de l'étranger ; les brevets d'inventions accordés pendant l'année ; un catalogue des livres relatifs au commerce, qui ont paru depuis le commencement de l'an 1807 ; le Code de Commerce, avec les rectifications faites à la fin de décembre 1807, etc., etc.

On trouve aussi dans cet ouvrage la superficie, la population, les productions principales, les rivières navigables, les canaux de navigation, les grandes routes de chaque département, la situation, le commerce particulier, la population de plus de deux mille cinq cents villes et bourgs de la France et de l'étranger, etc. etc.

L'Administration de la Caisse d'Epargne aux Actionnaires. In-8°.

A Paris, chez Ant. Bailleul, imprimeur-libraire et éditeur du *Journal du Commerce*, rue Helvétius, n° 71.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

CHANGES EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR.

	à 30 jours.	à 90 jours.
	fr. c.	fr. c.
Amsterdam b ^o ...	55 $\frac{1}{2}$	55 $\frac{1}{2}$
— Courant...	56 $\frac{1}{2}$	57
Hambourg...	180 $\frac{1}{2}$	180
Madrid eff...	15 55	15 40
— vales...		
Cadix effec...	15 50	15 35
— vales...		
Barcelonne eff...		
Lisbonne...	460 r	465 r
Livourne...	501	499
Naples...		
Milan...	81 s d. p. 61	81 s d. p. 61
Bâle...	8 s p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Francfort...		
Auguste...	251	250
Vienne...	120	
St.-Petersbourg...		
Lyon...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Marseille...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Bordeaux...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Montpellier...	$\frac{1}{2}$ p.	
Gènes effect...	4 71	4 69
Genève...		161

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. 100 c. j. du 22 sept. 1807.	85 fr. 70 c.
Idem. jous. du 22 mars 1808.	83 fr. 30 c.
Bons de remboursement.	fr. c.
Rescriptions sur domaines.	92 fr. c.
Actions de la Banque de France.	1253 fr. 75 c.

Entreprises particulières.

Actions de la caisse des rentiers.	fr. c.
Actions des ponts, j. du 1 ^{er} janv.	1147 fr. 50 c.
Actions des Fonderies de Vaucluse.	fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Demain, Vendredi, la 9^e représentation de la *Vestale*. — Samedi, Bal masqué.

Théâtre Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, les *Châteaux en Espagne*, et *M^{me} de Sévigné*. *Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois.* Par l'Opéra-Comique, le *Nozze di Figaro*.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartrès. Aujourd'hui, Une *Journée de Ferny*, la *Marchande de Modes*, et les *Pages*.

Théâtre des Variétés, boulevard Montmartre. Caponnet, le Réveillon, Cadet Roussel au Jardin Turc, et le Diable couleur de rose.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. L'Héroïsme des Femmes, et le Pied de Mouton.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, la Suite d'un Duel, et la Forêt d'Hermanstad.

Théâtre Montansier, Palais du Tribunal. Aujourd'hui, M. Ravel l'ainé, l'incomparable, premier danseur sur la corde, donnera, ainsi que toute sa famille, différents exercices nouveaux.

Tivoli d'hiver, à la ci-devant Veillée et Théâtre de la Cité. Aujourd'hui, 8^e Ascension sur un Balon, la tête en bas, les pieds en l'air, par M. Forioso. Opticographie de Gadbois. L'ouverture du jeune Henri, de Méhul. Tours de M. Préjan. Concert dans lequel on entendra M. Bianchi. Exercices de MM. Forioso et Mustapha ; M^{mes} Forioso, sœur et Frascara ; sauts périlleux en avant et en arrière. La Fête sera terminée par des feux d'artifices. — Prix, 3 fr. 30 cent.

Panorama. Les vues de la ville d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre ; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Perre, rue de la Fontaine-Michandière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours, à sept heures demie, et continuation de l'intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches. — Prix des places, 3 fr., 2 fr. et 1 fr.

L'abonnement se fait à Paris, rue des Poitevins, n° 6 ; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour six mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire de ce journal, rue des Poitevins, n° 6. Tous les effets, sans exception, doivent être à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départemens, non affranchies, ne seront point retirées de la poste. Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n° 4, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A Paris, de l'imprimerie de H. Agasse, propriétaire du *Moniteur*, rue des Poitevins, n° 14.